

Intervention invitée de sud-recherche-epst au thème «l'excellence contre la démocratie » de l'université de Printemps de SLR, Villeurbanne, 5 Juin 2011.

(retranscription approximative)

Je voudrais d'abord partir d'un constat : nous ne sommes malheureusement pas dans un salon à imaginer une recherche et enseignement supérieur idéaux, mais bel et bien engagés dans une lutte, pour la survie des valeurs qui nous animent certes, mais pour beaucoup d'entre nous pour des choses beaucoup plus immédiates telles qu'un emploi, un salaire, une couverture sociale, l'accès à l'enseignement supérieur pour tous les citoyens, ...

Ce qu'on observe, dans cette bataille, c'est que les mots ont pris une importance première. Et ce sont des mots piégés.

Excellence?

La quête de L'Excellence ? « Qui peut être contre » ? Uniquement ceux qui ne se sentent pas excellents, bien sûr, alors pourquoi les écouter ? Dans une société où les résultats sportifs ont pris le pas sur le plaisir du sport, ceux-là sont disqualifiés d'avance. S'ils ne sont pas des « champions », ils ne peuvent être que « mauvais ».

Bien sûr, nous savons ce qu'il en est : ce qui est (re)mis au premier plan, c'est l'excellence « alla francese » : cooptation et concentration des moyens ; C'est l'excellence des notables, l'excellence des réseaux (et là, le lien avec la démocratie devient évident).

Et ceux qui veulent mettre le service public à genoux ont fait très fort sur ce coup :

1 Pour « justifier » leur action : « qui veut noyer son chien ... ». On va chercher le Classement de Shangai (en oubliant soigneusement le classement SCIMAGO ,qui n'a pas plus de valeur dans l'absolu, d'ailleurs). On stigmatise, on dévalorise ...

2 Surtout, pour la faire « prendre », comme une plante qui pousserait seule après quelques temps : ils ont réussi à amener la communauté à être elle-même actrice de sa propre destruction.

On joue sur les egos (des « meilleurs »), sur la soif de (petits) pouvoir (LRU, présidents avides d'avoir la main, fut-ce sur quelque chose d'ingérable). Ils ont réussi aussi à créer une névrose de l'inévitable, l'incontournable, et à engendrer des tactiques de « sauve qui peut » consistant à ... contribuer au processus ! Il faut dire que le terreau était fertile ! Dans notre communauté, on n'a pas besoin de pousser très fort pour passer de l'émulation à la compétition.

Il y a derrière les dispositifs mis en place une véritable stratégie :

1 - stratégie d'accréditation par la communauté. Il faut donc lui proposer un discours « défendable ».

2 - lié en partie au point précédant, justification devant l'opinion publique (on en veut pour preuve les acrobaties, camouflages ou mensonges sur le budget ESR.)

3 - Mais également une stratégie d'éclatement de la communauté de travail. Si la PES et autres méthodes d'individualisation des revenus visent à faire exploser les solidarités, Le PACTE, la LRU, les « EX » en tout genre font exploser les structures : ici, la concurrence n'est pas simplement une scorie idéologique, c'est un outil d'une efficacité rare. Et cette stratégie d'individualisation - qui crée le repli sur soi- et d'éclatement - qui empêche les oppositions de se structurer à une échelle « efficace » - est déclinée à tous les niveaux :

1. la PES, on l'a mentionné
2. la généralisation de la précarité, qui aggrave le repli sur soi
3. et, bien sûr, la RGPP : En plus de couper largement dans les moyens des services publics, on tente de séparer la communauté en groupes d'intérêts divergents (et la notion de « coeur de métier », si propre à séduire nombre d'entre-nous, est un piège qu'il faut absolument démonter). Au passage, on, fait aussi par exemple passer les administratifs sous la coupe du politique, histoire d'assurer un contrôle « efficace » sur ce qui reste).

Mais la démocratie aussi est un mot « piégé », et on nous attend au tournant.

Sans philosopher avec ou contre Platon sur la nature démagogique de la démocratie, je voudrais juste, pour rester dans le cadre de ce débat, que nous nous interroguions sur le fonctionnement de nos institutions actuelles : Ce sont des CA d'université, où, malgré la LRU, le nombre d'élus reste quand même bien plus important que dans les organismes de recherche, ce sont ces CA qui ont entérinés toutes les décisions des présidents pour la mise en place de la LRU, puis la PES, puis la course aux EX, etc.

En partie parce que nombre de ces élus considèrent qu'ils ont reçu un mandat « blanc », et ne prennent pas la peine de consulter leurs électeurs sur des sujets qu'ils n'ont pas évoqués dans leur campagne (on passe sur les cas de tromperie caractérisée). Une fois élus, ils sont « notabilisés » et se comportent en tant que tels, du moment qu'ils peuvent trouver un discours pour justifier leur action (éventuellement à leurs propres yeux). A l'heure actuelle, ce discours se ramène le plus souvent à « on n'a pas le choix! ».

Sans toujours aller jusque là, bon nombre d'élus, en général « apolitiques », considèrent qu'ils sont élus par un « sous-groupe », ou pour représenter un « sous-groupe » (UFR, département, discipline, etc..) et ce quel que soit le mode d'élection (il faut des listes « panachées » pour séduire les électeurs des différents groupes). En tant que tels, ils se sentent alors garants immédiats des intérêts de ce groupe particulier. Et, évidemment, dans une telle situation, aucun groupe n'a, en apparence, intérêt à descendre seul du manège. Il faut une analyse plus large, plus ouverte, pour voir que tout le monde est perdant à terme dans cette démarche.

J'ai fait auparavant la différence entre les CA d'université et d'organismes, mais on pourrait parler du fonctionnement de certaines sections du comité national ou de certains votes bizarres au CS du CNRS !

Alors, contre la démagogie, on sait comment se battre : par l'information, le débat, l'indépendance... Mais « contre » la démocratie ?

Nos institutions, en l'état, ne sont garantes d'à peu près rien sans une réflexion sérieuse sur la nature de l'engagement des élus, sans la mise en place d'un contrôle, et surtout sans l'entretien de contre-pouvoirs. C'est pourquoi, pour Solidaires, les syndicats ne devraient jamais se mettre en situation d'exercer un « pouvoir ». Ce n'est pas leur rôle !

Car, on l'a vu, il est parfois extrêmement difficile de résister lorsqu'on est en situation de « gérer » un groupe, que ce soit une équipe, une unité, un enseignement ou une université. Sans contre-pouvoirs, même avec de la démocratie, on devient facilement les esclaves des « tiers extérieurs », que ce soit « la science » pour le Taylorisme, « Le plan » pour les régimes communistes ou la « loi du marché », les principes de l'économie pour les « libéraux », qu'ils soient néo ou pas.

Mais, si j'ai commencé par Platon, je veux aussi citer Churchill : « La démocratie est le plus mauvais système de gouvernement, à l'exception de tous les autres qui ont pu être expérimentés dans l'histoire. ».

On l'a vu vendredi : la question de la démocratie universitaire est un des points les plus débattus

On nous attend au tournant, disais-je : Car derrière le mot démocratie, il y a la notion de légitimité : qui doit décider ?

- ceux qui payent ?
- ceux qui représentent ceux qui payent ?
- les « usagers » ?
- le personnel ou ses représentants ?
- la société (directement ou à travers ses représentants, c. à d. le pouvoir politique) ?

Nous ne serons pas crédibles sans avoir sérieusement débattus de ces notions là. Si nous ne savons pas comment concilier un certain « interventionnisme » (dans la mesure où il serait légitime) de l'Etat et la nécessaire indépendance universitaire (et de la recherche) ?

Comment défendre une « démocratie universitaire » qui aurait un sens si, pour s'affranchir de ces questions, et surtout du monde politique, nous plaçons les chercheurs, les enseignants, dans une « tour d'ivoire », protégés et absous par avance de leur action au sein de la société ?

Comment serions-nous crédibles pour défendre les « lanceurs d'alerte » si nous ne remettons pas systématiquement sur la table la question du devoir du chercheur envers la société ?

Ce qui nous ramène au troisième point de la stratégie de ceux qui ont lancé la « lutte des mots » : la justification de leur action devant l'opinion publique :

Je crois que la vision du « peuple » par les politiques est en général particulièrement méprisante, voire débilante. Nous qui avons souvent fait signer des pétitions, nous le savons : la population n'est pas « idiote ». Si on s'explique, si on l'informe, elle nous soutient (rappel : 80% d'opinion favorable lors du combat contre le PACTE) ; Le combat de SLR pour montrer l'opposition du milieu à ces soi-disant « réformes » a été exemplaire. Ne nous cachons pas derrière nos différences, n'ayons pas peur des mots, et ce combat sera à nouveau soutenu.

Et si SLR a été exemplaire, c'est en grande partie par son ... innovation ! (note : innovation faisait partie des mots « tabous » pendant les sessions précédentes).

Selon le dictionnaire de l'académie française :

Innovation ; action d'innover et

INNOVER : Introduire quelque chose de nouveau dans un usage, une coutume, une croyance, un système scientifique ou philosophique, etc

Selon le LITTRÉ :

Innover : Changer par esprit et désir de nouveauté.

Voilà qui ne devrait pas nous faire peur ! On en serait à refuser de « créer du neuf » ?

Il faut au contraire reprendre les rennes du vocabulaire

Il faut reprendre les rennes des propositions

L'Enjeu : c'est de contraindre les politiques à changer de stratégie.

Pour ça, il faut mobiliser les collègues

Il faut mobiliser l'opinion publique

Il faut passer en mode agressif, se réappropriier le vocabulaire, comme les indignés lyonnais tentent de se réappropriier la place Bellecour.

Faire monter la pression maintenant, avec 2012 en point de mire.

Mais même si une nouvelle alternance se fait, il ne faudra pas signer un chèque en blanc. La Stratégie de Lisbonne (économie de la connaissance, 2000), Le processus de Bologne (espace européen de l'ES, 1999) ont été initiés sous le gouvernement Jospin.

Surtout qu'il sera d'autant plus facile d'invoquer, comme par le passé, le « contexte économique » : depuis le 3 Mai 2011 : le projet de réforme constitutionnelle (interdiction des déficits publics) est sur le site de l'assemblée.

Encore et toujours, il faudra recréer des contre-pouvoirs.

Quelqu'un disait : « les IDEX : c'est le dernier combat ». Si seulement c'était vrai ! Non, nous n'avons pas fini de nous battre!

Il va falloir se montrer **excellents** dans la lutte, être **innovants** ; Dans une session, *Emmanuel Saint-James* nous expliquait que, pour les cabinets de conseil, « l'innovation » voulait dire « le déplacement de la tendance sur les marchés »

Et bien, on va essayer de la déplacer, la tendance ! Et surtout ne rien lâcher !

A.C.